

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/SCM/Q3/GTM/2

22 février 2002

(02-0924)

**Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: anglais

SUBVENTIONS

Demandes au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

Questions posées par la Communauté européenne

La Délégation permanente de la Commission européenne a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 21 février 2002.

Questions des Communautés européennes concernant la demande présentée par le Guatemala au titre de l'article 27.4 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (G/SCM/N/74/GTM, daté du 11 décembre 2001)

Les Communautés européennes posent les questions suivantes sans préjudice de leur position finale concernant la demande et se réservent le droit de poser d'autres questions au cours des consultations.

Q.1 Prière d'indiquer quand les programmes ont été mis en œuvre.

Q.2 Prière d'indiquer si les programmes prévoient des formes de subventions autres que l'exemption de droits d'importation et de taxes intérieures (par exemple, dons, fourniture de biens ou de services).

Q.3 Les programmes prévoient-ils une condition à l'utilisation de biens d'origine nationale? Dans l'affirmative, prière d'indiquer la disposition pertinente.

Q.4 Prière d'indiquer le taux d'exemption de droits d'importation ou de taxes intérieures au 1^{er} septembre 2001.

Q.5 Prière de décrire, le cas échéant, toutes modifications apportées aux programmes depuis le 1^{er} septembre 2001. En particulier, indiquer toutes modifications du taux d'exemption ou du champ d'application des programmes, par exemple, produits visés, implantation, etc.

Q.6 En ce qui concerne le programme I, pour en bénéficier, une entreprise doit être "agrée par le Ministère de l'économie". Prière de décrire les conditions à remplir pour être "agréé".

Q.7 Prière d'indiquer pour chaque programme combien d'entreprises en bénéficiaient au 1^{er} septembre 2001.

./.

Q.8 Il est indiqué dans la notification que "la durée d'application" des programmes de subventions "est de dix ans au maximum". Prière de préciser quand et comment le Guatemala à l'intention de supprimer ces programmes.
